

N° 577

Semaine
du 13 septembre
au 20 septembre 1972

PRIX : 1,50 F

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

*Après l'attentat de Munich, le terrorisme prépare
l'écrasement des masses palestiniennes*

UNITÉ DES TRAVAILLEURS JUIFS ET ARABES DE PALESTINE

(Lire en page 8 la déclaration commune du groupe « Avant-Garde » d'Israël et des militants trotskystes palestiniens).

2300 jeunes cet été
dans les camps de
l'Alliance des Jeunes
pour le Socialisme



**TOUS
AU MEETING
DE L'OCI ET DE L'AJS**

VENDREDI 29 SEPTEMBRE 1972
GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE 20 h 30

(lire page 5)

UNE ANNÉE DÉCISIVE

LA rentrée est désormais chose faite, et il n'est pas difficile de prévoir que l'année qui s'ouvre sera décisive pour les travailleurs, les jeunes, et en particulier pour les milliers d'entre eux qui ont entrepris de jeter les bases, dans ce pays, de la construction du parti révolutionnaire.

Les échéances sont désormais rapprochées, mais les données des problèmes demeurent inchangées.

Demain jeudi, écoles, lycées et collèges ouvrent à nouveau leurs portes : des millions de familles, plus de 500 000 enseignants vont à nouveau se trouver face à face avec le gouvernement et le ministre cléricol Fontanet qui va assumer la politique de misère scolaire de ses prédécesseurs Faure et Guichard.

Dans tous les domaines, toutes les couches de la population laborieuse de ce pays se heurtent aux conséquences de la politique anti-ouvrière d'un gouvernement disqualifié, discrédité, qui ne doit sa survie qu'à l'absence totale d'alternative dans les cadres du bonapartisme moribond : l'impuissance gouvernementale, à nouveau étalée la semaine dernière avec la présentation du misérable « plan social », se confond ainsi avec la crise du régime entraînant avec lui toutes les fractions bourgeoises qui, en d'autres temps, auraient pu prétendre assumer la relève, celle de Giscard d'Estaing comme celle d'Edgar Faure, celle de l'ancienne « droite » gaulliste comme celle des centristes de Duhamel.

Les travailleurs, la masse des petites gens, constatent l'aggravation de leurs conditions de vie, la hausse galopante des prix, les menaces sur l'emploi qu'éclairaient spectaculairement la mise au chômage « technique » pour deux journées, en septembre, des 25 000 métallistes de Renault-Billancourt. Tous comprennent qu'on ne saurait attendre quoi que ce soit du gouvernement Pompidou-Messmer-Edgar Faure. Tous arrivent à la conclusion que l'urgence amélioration de leurs conditions d'exis-

tence suppose que ce gouvernement soi, dans les délais les plus brefs, remplacé par un gouvernement fondé sur la défense exclusive des intérêts des travailleurs et non plus sur celle des intérêts capitalistes, par un gouvernement s'engageant à satisfaire toutes les revendications, par un gouvernement dont, à leurs yeux, les seules composantes possibles, dès lors, sont les grands partis ouvriers, le PCF et le PS.

Tous, ils ont enregistré l'accord réalisé entre le PCF et le PS sur un programme commun de gouvernement. Tous estiment tout naturellement que rien ne devrait désormais s'opposer à la réalisation de l'unité pour faire face sans plus attendre à la politique d'un gouvernement dont on ne comprend pas pourquoi on le laisserait agir à sa guise et frapper les travailleurs dans les six mois qui lui restent avant l'échéance des élections législatives.

D'autant plus que ce gouvernement est faible et que, sans aucun doute possible, il serait amené à reculer et à engager le patronat à faire de même, dès lors qu'il se trouverait face à face à une classe ouvrière mobilisée dans l'unité autour de ses organisations. Tel est le sentiment général : alors que les partis ouvriers se sont mis d'accord sur les questions complexes que couvre le programme de gouvernement, pourquoi les organisations, au lieu de laisser un délai supplémentaire de six mois à Pompidou et à Messmer, ne pourraient-elles pas se mettre d'accord sans autre délai pour faire face et organiser l'action unie pour arracher les revendications les plus urgentes ? Et n'est-ce pas en agissant ainsi que l'on préparerait le plus efficacement, et dès maintenant, la mobilisation des plus larges masses pour gagner la bataille politique des élections législatives ?

Ainsi, les dirigeants de la CGT et du PCF viennent de proposer les différentes mesures qu'ils suggèrent pour faire face à l'inflation et à la vie chère, relève-

(Suite page 2) Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

ment de tous les salaires, pensions et retraites, augmentation de 25 % des allocations familiales, blocage des prix des produits de consommation courante, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, etc. Il est parfaitement clair que le gouvernement actuel ne prendra jamais en considération aucune de ces mesures. Il est non moins clair qu'il n'est pas possible d'attendre six mois pour organiser la défense des ressources des plus larges couches de salariés, menacées par la hausse de tous les prix, à commencer par ceux que le gouvernement fixe lui-même.

Alors ? Alors la question coule de source : comment les dirigeants entend-ils faire aboutir les revendications qu'ils ont eux-mêmes définies et formulées ? Ou bien cela signifie-t-il qu'il faille attendre mars 1973 pour que ces mesures d'urgence puissent être prises en considération, dans le cas d'une victoire électorale du PCF et du PS ? Et, dans le cas contraire, faut-il renoncer définitivement à faire face à la politique patronale et gouvernementale, alors que chacun sait, que chacun sent, qu'il est possible dès maintenant d'engager le combat et, face à un pouvoir affaibli, d'arracher des résultats ?

Les travailleurs ne peuvent accepter. Ils veulent, sans plus tarder, que s'organise la riposte aux plans gouvernementaux de chômage et de vie chère. Les militants ne sauraient stationner l'arme au pied jusqu'à l'échéance des élections législatives.

Ils savent que la défaite de Pompidou, demain, doit s'inscrire dès aujourd'hui dans la contre-offensive victorieuse de la classe ouvrière, de même qu'avant d'essayer son échec électoral d'avril 1969, de Gaulle avait été irrémédiablement ébranlé par la grève générale un

an auparavant. Et ils sentent, qu'en dépit de l'inaction et de la dislocation apparente, les ressources militantes sont là, comme en a témoigné la puissante manifestation du 7 juin.

Nous, militants de l'OCI, de l'Alliance ouvrière et de l'AJS pensons qu'aujourd'hui, une nouvelle fois, tout va être possible. Bien qu'en désaccord avec le PCF et le PS, nous sommes inconditionnellement favorables à ce que ces partis engagent le combat contre le régime et prennent le pouvoir pour eux-mêmes. En dépit de l'accord réalisé sur le programme commun, nous doutons que telle soit véritablement leur intention, mais nous sommes néanmoins disposés à soutenir tout pas réel qui pourrait être fait en ce sens. C'est pourquoi nous pensons que, dans l'immédiat, les militants ouvriers de toutes tendances doivent pouvoir agir ensemble pour définir ce qui est nécessaire aujourd'hui et préparer ensemble l'action unie qui s'impose. Dans les entreprises, les écoles, les localités, militants ouvriers PCF, PS, OCI, militants syndicaux de toutes tendances doivent se réunir et définir eux-mêmes les conditions de la préparation du combat victorieux, indispensable dès aujourd'hui pour en finir demain avec le régime failli de Pompidou et préparer la seule issue possible : le gouvernement ouvrier sans aucun représentant des intérêts bourgeois, le gouvernement qui, parce qu'il sera décidé à entreprendre l'expropriation du capital, pourra s'engager à satisfaire toutes les revendications.

Tel est le sens des Assises nationales des militants pour le Front unique ouvrier, pour le gouvernement ouvrier qui se réuniront au début de décembre. Tel est aussi la signification du grand meeting OCI-AJS qui aura lieu le 29 septembre à la Mutualité.

A propos des procès en Yougoslavie :

Les silences de M. Michel Tatu...

Les 23-24 juillet, le Monde annonçait la condamnation de trois étudiants yougoslaves à des peines de prison pour trotskisme et... terrorisme. L'accusation de « terrorisme » ne figurait pas dans les attendus du tribunal et la gravité de l'amalgame ne pouvait échapper à personne, notre camarade J.-J. Marie adressa une courte tribune libre au Monde qui, par une lettre de M. Tatu, refusa de la publier, sans, cependant, à notre connaissance, publier le moindre rectificatif...

Le Monde s'est refusé à publier la tribune libre en question faute de place — c'est son droit le plus strict —, mais il n'a pas jugé utile d'utiliser pour rectifier le monstrueux amalgame dont il s'est fait l'instrument la place qu'il avait consacrée à l'affirmer. Monsieur Tatu ne prend pas la peine de nier une seule seconde que le Monde a publié une fausse nouvelle. Il ne dit pas non plus que cette fausse nouvelle est sans importance. Mais il juge aussi inutile de la corriger...

Pour quelle raison ? Monsieur Tatu ne le dit évidemment pas. Nous non plus... Disons que cette obstination du Monde mérite réflexion, surtout après l'article de son rédacteur en chef sur la Tchécoslovaquie, repris et cité avec des éloges mérités par Abrassimov dans sa lettre à Mitterrand.

L'ancêtre du Monde, le Temps, étalait toujours son indépendance à l'égard de Staline et de la bureaucratie pour mieux les servir sur les grandes choses. Le Monde, qui publia il y a une dizaine d'années une Apologie de Staline par le très catholique et futur académicien P.H. Simon, ne saurait faillir à une aussi saine tradition.

« Deux étudiants et une étudiante de l'université de Belgrade, accusés d'avoir voulu créer un groupe terroriste et ressusciter l'Internationale trotskyste, ont été condamnés vendredi à des peines allant de dix-huit mois à deux ans de prison par le tribunal départemental de Belgrade. » Telle est l'information publiée par Le Monde des 23-24 juillet sur la base d'une dépêche de l'agence France-Presse.

De fait, les étudiants yougoslaves Milan Nikolic et Pavlusko Imstrovitch ont été condamnés à deux ans de prison et l'étudiante Jelka Kljajitch à dix-huit mois de prison. Le tribunal les a effectivement accusés d'avoir « entre 1969 et fin 1971 créé à Belgrade un groupe nommé le Groupe d'Initiative pour un Parti Ouvrier Révolutionnaire », de « s'être liés et d'avoir maintenu des liens permanents avec le Comité International pour la Reconstruction de la IV^e Internationale, siégeant à l'étranger » et « d'avoir organisé l'impression et la diffusion de tracts et de pamphlets »...

Mais les attendus de l'instruction, comme les comptes rendus du procès publiés dans la presse yougoslave ne font nullement allusion à l'accusation de « terrorisme ».

L'adjonction de cette accusation n'est pas une mince chose. Car l'amalgame sinistre entre terrorisme et trotskisme ne peut qu'évoquer les procès de Moscou et des purges qui, sous ce double chef d'accusation, envoyèrent au massacre des centaines de milliers de militants et de travailleurs manuels et intellectuels. Cet amalgame, longuement et minutieusement préparé, a servi à liquider il y a plus de trente ans, en URSS et dans le monde entier, des centaines de milliers de militants dont la majorité ne se réclamait d'ailleurs nullement du trotskisme.

Cette adjonction est donc de taille... Petite erreur ? Lapsus ? Que non... L'apparition du mot « terrorisme » dans la dépêche de l'AFP n'est pas le produit du hasard. Certains organes de la presse yougoslave ont, en effet, dès l'arrestation des trois étudiants, en janvier 1972, engagé une campagne pour tenter de lier leurs idées et leurs activités politiques avec le nationalisme serbe ou croate et avec l'activité des fascistes terroristes Oustachis.

Le journal Svet publiait dans son numéro du 14 janvier 1972 un article, intitulé : *Les révolutionnaires gauches dans l'impasse de droite où, après avoir déclaré que « les deux étudiants arrêtés (1) étaient en liaison avec l'Internationale trotskyste », l'auteur affirmait que « l'organisation trotskyste » militait, plus subtilement que le « nationalisme serbe », mais comme lui « pour la troisième guerre mondiale ».*

Le journal Nin, dans son numéro du 5 mars 1972, sous le titre *Les « secrets » de nos trotskystes* précisait un peu les choses en écrivant : « Dans le matériel saisi chez Nikolic et Imstrovitch, on a trouvé DES INSTRUCTIONS PRECISES CONCERNANT L'ORGANISATION ILLEGALE DE GROUPES ET CELA NON SEULEMENT POUR LEUR ACTIVITE POLITIQUE MAIS AUSSI TERRORISTE. Dans ces instructions, les me-

UNE LETTRE
DE MICHEL TATU
A J.-J. MARIE

Le Monde

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre et votre article dont je vous remercie. Il nous est malheureusement impossible de le publier ; nous avons fort peu de place en ce moment et nous n'avons pas non plus pour habitude de publier des commentaires se référant expressément et longuement à une information parue dans le Monde.

En vous remerciant tout de même, je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Michel TATU,
chef du service étranger.

thodes pour la lutte armée étaient étudiées. » (2)

Bien qu'il ait, à l'instar de Husak, utilisé les vacances d'été pour monter son procès, plusieurs fois repoussé, le gouvernement de Tito n'a pas osé, cette fois-ci, reprendre son amalgame entre terrorisme et trotskisme qui ne menace pas les seuls trotskystes, loin de là, mais tous les courants du mouvement ouvrier comme l'a montré l'expérience des purges et des procès de Staline.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le procès des trois étudiants de Belgrade a été monté l'année même où le gouvernement de Tito décide de supprimer l'école d'été de Korcula où se rencontraient et discutaient chaque mois d'août des militants socialistes et communistes de tendances diverses, venus de Yougoslavie et de dizaines d'autres pays.

Le recul du gouvernement yougoslave devant l'amalgame peut entre trotskisme et terrorisme peut n'être qu'une étape, comme le montre la soignée gradation des procès des années 30. Il est vrai que les temps ont changé, que les inculpés, les emprisonnés, les internés sentent que dans la réalité ils sont les plus forts à terme. Cela n'empêche que la répression peut encore se renforcer.

Qu'il en soit ainsi ne dépend pas de la seule volonté des inquisiteurs. Bien au contraire. Cela dépend surtout de l'attitude qu'adopteront face à l'amalgame et au procès qu'il a préparé les organisations ouvrières, politiques, syndicales et démocratiques ainsi que leurs militants dans ce pays et dans les autres. L'expérience du passé démontre sans peine quiconque croirait un instant qu'il n'est pas concerné...

(1) L'étudiante Kljajitch fut arrêtée peu après ses deux camarades.
(2) On trouvera les documents essentiels de ce procès dans le n° 3 du Bulletin du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Est, 140, rue Chaligny, 48, rue Louise-Michel, 92-Levallois-Perret.

Abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »
Correspondance
Rédaction - Administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS-10^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°)	50 F
Etranger (1 an)	60 F
6 mois (24 n°)	25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

LA VÉRITÉ

organe du Comité central de l'O.C.I.

Dans le numéro 557 (juillet 1972) au prix de 6 F :
— Documents à propos de la Conférence latino-américaine d'avril 1972 pour la reconstruction de la IV^e Internationale ;
— A propos du dernier document de la S.I.L. ;
— La lutte contre la normalisation : premier bilan.

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____

Je m'abonne pour 5 numéros à la *Vérité* et je joins 25 F en chèque postal (3 volets), chèque bancaire ou mandat. (A remplir et à retourner à la *Vérité*, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10^e.)

VIENT DE PARAÎTRE :

CAHIER DU MARXISME N° 5

Léon TROTSKY :
Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste.

Avec une introduction de S. JUST
Place décisive de la lutte à l'intérieur des syndicats dans la préparation de la révolution prolétarienne pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

CAHIERS DU
MARXISME



LES SYNDICATS À L'ÉPOQUE
DE LA
DÉCADENCE IMPÉRIALISTE

Préface de S. JUST



5

Quelques éléments de la situation

JAMAIS, sans doute, une rentrée scolaire n'aura été préparée et effectuée avec autant de discrétion que celle-ci.

Il est extrêmement difficile de trouver dans les informations données tant par les instances officielles que par les directions syndicales les éléments permettant de se faire une image exacte de ce que sera la rentrée scolaire.

Ce que l'on sait, c'est que les classes maternelles seront plus surchargées que jamais, le seuil de 50 enfants par classe sera largement atteint, c'est-à-dire que la tendance à transformer les maternelles en simples garderies d'enfants ne fera que s'accroître au détriment des intérêts des enfants, de leurs parents et des institutrices...

Ce que l'on sait, c'est que cette année, trois ou quatre mille — au moins — maîtres-auxiliaires en poste dans le second degré l'an dernier ne se verront pas donner de postes à la rentrée et que dans de nombreux lycées, la diminution

du nombre de postes de surveillants (15 en 2 ans dans un grand lycée de Lille) est telle que la sécurité des élèves ne peut absolument pas être assurée.

Ce que l'on sait, c'est que dans deux écoles normales d'instituteurs en juin 1972, le nombre de postes mis au concours d'entrée a été de zéro et que de nombreux normaux, à leur sortie de l'école Normale, ne sont pas nommés dans des écoles, mais envoyés dans des classes de transition et pratique, voire dans d'autres classes de CEG pour lesquelles rien ne les a préparés.

On sait aussi que le groupe de travail sur la formation des maîtres, mis en place par le gouvernement, a élaboré son rapport de synthèse et que ce rapport, sous des formes prudentes, prévoit les cadres d'une formation des maîtres supposant la suppression des IPES et des CGR, l'achèvement du démantèlement des écoles normales et mettant en place les éléments rendant possible l'éclatement du concours national de recrutement.

On sait aussi que dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, la mise en place des institutions contrôlées par le patronat et prévues par les lois du 16 juillet 1971 s'est considérablement accélérée. Des centres de formation d'apprentis se sont créés dans plusieurs endroits, c'est-à-dire que la mise en place de l'apprentissage comme une voie normale de formation professionnelle se fait discrètement mais à un rythme rapide. A la télévision, le 8 septembre 1972, Fontanet a d'ailleurs garanti au patron présent toute la tendresse qu'il portait à l'apprentissage.

En même temps, le gouvernement Messmer refuse de satisfaire certaines promesses de son prédécesseur : il refuse ainsi d'accorder aux enseignants des CET les 50 points de reclassement indiciaire promis par Guichard... A l'heure où la bourgeoisie veut décapiter la main-mise du patronat sur la formation professionnelle au détriment de l'enseignement technique et liquider celui-ci au profit d'une

prétendue formation permanente dans l'entreprise ou sous son contrôle, à cette heure-là, il est évident que la bourgeoisie est particulièrement réticente à satisfaire les revendications des travailleurs de l'enseignement technique.

La revendication, « 50 points pour tous et tout de suite », qui exprime et concentre les aspirations des enseignants de CET dressera, dès la rentrée, ces 40 000 enseignants et leurs quatre organisations syndicales face au gouvernement.

Sur les 50 points pour tous et tout de suite, les enseignants de CET peuvent imposer l'unité des quatre syndicats de CET pour arracher leurs revendications.

Et dans la situation politique actuelle d'équilibre instable et fragile, la victoire des enseignants de CET mobilisés autour des 50 points pour tous et tout de suite peut ouvrir une brèche où s'engouffreront d'autres travailleurs de l'enseignement. Et le tableau de la rentrée dans l'Education nationale peut ainsi changer très vite.

Lettre d'un enseignant de l'Essonne :

Le « programme commun » et la laïcité

LA nomination de Fontanet à la tête de l'Education Nationale est un gage de plus donné à l'Eglise par ce gouvernement. Le premier acte de ce ministre n'a-t-il pas été de prouver toute la confiance qu'il a dans les enseignants laïcs en leur interdisant de militer dans les associations de parents d'élèves ? M. Fontanet, en effet, ne reconnaît celles-ci qu'à la condition qu'elles refusent en leur sein la présence (des-qualités) des enseignants ; c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas d'enfants dans l'établissement.

Les Conseils de Parents d'élèves (Conec) et la FEN vont-ils accepter ce diktat du gouvernement ?

La lutte pour la défense de la laïcité est de plus en plus inséparable de la lutte contre ce gouvernement. Pour les grandes luttes qui se préparent, la réaction regroupe ses forces : la hiérarchie catholique cherche à remettre la jeunesse scolaire sous son emprise cléricale. Les mots d'ordre qui furent toujours ceux des partis et syndicats ouvriers doivent être repris avec d'autant plus de vigueur :

- Abrogation de tous les statuts particuliers, type Alsace-Lorraine,
- Abrogation de toutes les lois d'aide à l'enseignement privé.
- Nationalisation totale de l'enseignement,
- Le quart du budget à l'Education Nationale.

Mais ici une question se pose. Parmi les organisations constitutives du Comité National d'Action Laïque, le PS et le PCF ont, dans leur programme commun, mis en avant le mot d'ordre de : **nationalisation de l'enseignement privé**. De quoi s'agit-il ?

S'il s'agit de la fermeture des établissements confessionnels et privés et de la confiscation des locaux au profit de l'Education Nationale, alors il faut le dire carrément.

Mais il semble bien qu'il s'agisse de tout autre chose : la nationalisation de l'enseignement privé, c'est la prise en charge par l'Etat de l'enseignement privé et confessionnel. C'est donc la reconnaissance par l'Etat de deux types d'écoles : laïque et confessionnelle, c'est l'application intégrale de la loi Debré, sous un vocabulaire « gauche » parlant de nationalisation.

Dans l'immédiat c'est la subvention à 100 % des établissements confessionnels. Où est le mot d'ordre : pas un sou à l'école privée ? C'est aussi 15 à 20 % de la jeunesse scolaire qui reste sous l'emprise de la hiérarchie catholique.

Mais on rétorquera que fermer les écoles confessionnelles est un mot d'ordre qui va éloigner de nous certains catholiques qui, par ailleurs, sont tout ce qu'il y a de plus progressistes. Remarquons, en passant, qu'ainsi on se soucie peu des millions de travailleurs à qui on fait payer de lourds impôts pour subventionner des écoles privées.

D'ailleurs, ajoutera-t-on, la nationalisation de l'enseignement privé s'accompagnera de certaines conditions dont, par exemple, l'interdiction faite aux religieux d'enseigner dans ces établissements.

Mais cela ne saurait suffire ; car si les religieux n'ont plus le droit d'exercer, les autres personnels, eux, y restent. De deux choses l'une : ou bien les personnels de ces établissements avaient les diplômes requis pour exercer dans l'enseignement public et leur choix délibéré de l'enseignement confessionnel signifie qu'ils conçoivent l'enseignement comme une partie de l'éducation religieuse. Si tel est le cas, peut-on accepter qu'ils dispensent à des enfants un enseignement basé sur la révélation du « fait » de Dieu et non un enseignement rationnel et scientifique, en se réfugiant derrière la formule réactionnaire selon laquelle c'est aux parents à choisir le type d'enseignement qu'ils veulent pour leurs enfants ?

Ou bien ces personnes ne pouvaient pas entrer dans l'enseignement public car elles n'avaient pas les diplômes requis. Alors la revendication d'un enseignement de qualité pour tous les enfants interdit de les laisser enseigner.

Il est vrai que certaines écoles confessionnelles sont d'un excellent niveau (pour la clientèle des nantis de ce monde qui peuvent payer des frais d'enseignement élevés). Tolérer que ces écoles, en plus des subventions ordinaires allouées à toutes les écoles, reçoivent des subventions des parents, c'est aller vers des écoles riches, bénéficiant d'un matériel moderne, de classes peu chargées, etc. pour les enfants de riches. Où en est l'égalité des chances de tous les enfants pour l'instruction ?

Mais il est non moins vrai — il suffit d'aller en Bretagne — que pour beaucoup, les petites écoles catholiques dispensent un enseignement médiocre. **Peut-on tolérer que ces enfants restent sous l'influence de l'obscurantisme clérical ?**

Certains se font fort de dire : certes, ce programme est forcément incomplet, il comporte des lacunes sur ce point. Il faut rajouter que l'enseignement dispensé dans ces écoles privées

nationalisées se fera avec les mêmes programmes, les mêmes méthodes pédagogiques, les mêmes horaires, la même qualité des enseignants que dans l'école laïque. Qu'il sera en outre complètement gratuit ; le tout contrôlé par l'Education Nationale.

A cela il faut simplement faire remarquer que l'Eglise est tout aussi opposée à la fermeture et à la réquisition de ses écoles qu'à l'intégration « corps et biens » à l'Etat de son enseignement qui perdrait ainsi toute son « originalité ». Surtout si cet Etat est laïc comme le serait un Etat dirigé par un « gouvernement de gauche ». Pour la bonne et simple raison que cela revient au même. En effet : que restait-il de l'enseignement confessionnel si son personnel est laïc, ses méthodes, programmes, horaires, etc. sont ceux de l'école laïque ? Il ne reste plus que des murs, des locaux ; qu'ils soient réquisitionnés, quelle affaire !

Pour nous la chose est claire, cette

formule de nationalisation de l'enseignement privé ne cache rien de bon. Elle est la main tendue à la hiérarchie catholique « progressiste », elle préserve l'essentiel pour l'Eglise : le droit à la main-mise sur une partie de la jeunesse des villes et des campagnes. Les travailleurs, les laïcs, les enseignants ont trop durement combattu pour l'indépendance de la jeunesse, de son éducation, de son enseignement vis-à-vis de l'« obscurantisme plus ou moins éclairé » selon les circonstances et les besoins de l'Eglise, pour qu'ils souscrivent à une telle formulation.

Les candidats de l'OCI, en tout cas, reprendront les « vieux mots d'ordre » des travailleurs :

- Pas un sou à l'école privée,
- Une seule école laïque et gratuite pour tous les enfants car tous y ont droit,
- Fermeture des établissements religieux et réquisition de leurs locaux.

Un examen de passage

Vendredi 8 septembre, le nouveau ministre de l'Education nationale, Joseph Fontanet, ancien secrétaire général du parti cléricale, le MRP, passait son examen de passage à la télévision, sous la coupe bienveillante de l'UDR Michel Péricard...

De cet ancien élève des chartreux de Lyon, on voulait d'abord nous donner une image digne de la propagande cléricale de jadis ou des années quarante : un bon père de famille, la femme au foyer, des distractions saines (longue marche en montagne, exercices natatoires en lac, etc.). Le cléricisme devant s'adapter à gauche, on nous montra même une belle-fille étudiante à Nanterre en 1968 et qui avait manifesté son hostilité vigoureuse aux CRS... maintenant, bien sûr, ajouta-t-elle, on avait le sentiment que tout cela avait raté.



Après la pastorale, l'Education nationale...

Le ministre du gouvernement y était surtout une prudence aussi serpentine qu'évasive. Il tenta d'échapper tous les problèmes. Lorsqu'à la fin de l'émission on lui demanda ce qu'il pensait de nombreux cas d'élèves qui ne pouvaient trouver de place dans des établissements scolaires, il n'en pensa rien puis répondit qu'ils en trouveraient...

L'essentiel tient en peu de mots. Fontanet trouve que l'école est inadaptée à la vie. Il faut l'adapter, c'est-à-dire multiplier les liens avec la profession, bref subordonner l'école au marché de l'emploi : après tout pourquoi pas, pourront dire ceux qui, trompés par la propagande bourgeoise, croient que si de nombreux diplômés sont chômeurs, c'est parce qu'ils ont des diplômes, bref des connaissances qui ne sont pas celles qui conviennent.

Le patron présent, patron chrétien, patron de la maison d'édition impérialiste France Empire a, avec l'accord de Fontanet, rétabli la réalité en quelques mots : « Dans les entreprises, a-t-il dit, nous ne pouvons plus absorber toutes les connaissances que l'Education nationale donne aux élèves. » Bref, les jeunes en savent trop... pour ce que le capitalisme français veut et peut en faire. Tout est là...

Bien sûr, dans son compte rendu de l'Humanité, G. Bouvard n'a ni cité cette phrase, ni signalé l'accord que Fontanet s'est empressé d'exprimer.

L'essentiel est aussi que Fontanet, même lorsqu'il s'affirmait décidé à continuer à déverser des milliards sur l'école privée, n'a jamais donné l'impression de se sentir sûr et confiant. Pourrait-il faire passer sa politique dans la vie ? Personne ne lui a posé cette question...

Heureusement pour Fontanet dont l'embarras déjà fort grand n'aurait pu que s'exprimer plus crûment encore. Le goupillon du ministre Messmer reflète ainsi à sa manière la faiblesse politique du gouvernement « fort » dont il est membre...

Bien qu'il ait passé beaucoup de temps avec des enseignants, les travailleurs de l'enseignement ne sont manifestement pas prêts à se plier aux nécessités de l'adaptation de l'école au capitalisme en crise...

C'est ce refus qui a disloqué la politique de Fouchet, de Peyrefitte, de Faure et de Guichard. Fontanet ne se sent pas logé à meilleure enseigne. A bon droit.

vers les assises nationales pour le front unique ouvrier pour le gouvernement ouvrier

Avec la rentrée des classes, la reprise du travail s'est effectuée pour toute la population laborieuse de ce pays.

Les préoccupations politiques sont au premier plan des préoccupations immédiates de chacun. Non que la jonction soit faite consciemment entre les aspirations immédiates (lutter efficacement contre la vie chère, en finir avec des conditions d'exploitation ressenties de plus en plus comme l'héritage d'anciens rapports de forces) et les questions gouvernementales, mais néanmoins, les nécessaires solutions apparaissent de plus en plus pressantes. Pour lutter efficacement contre la vie chère, il faut un mouvement efficace et unitaire tout de suite, sur des mots d'ordre immédiats qui tous impliquent de porter des coups aux profits capitalistes, donc d'affronter victorieusement la bourgeoisie et ses alliés. Pour satisfaire toutes les revendications, il faut substituer un gouvernement qui représente les intérêts des travailleurs au gouvernement des patrons.

Les deux grands partis qui se réclament des intérêts de la classe ouvrière ont conclu un accord de gouvernement.

Il faut donc que l'unité réalisée sur ce plan s'exprime tout de suite. La signature de l'accord prouve que c'est possible.

Pourtant, les militants ouvriers ne peuvent pas se satisfaire de promesses pour demain, d'une unité factice, d'une perspective électoraliste.

L'avant-garde organisée dans l'OCI et l'AO, de nombreux militants de toutes tendances et courants ouvriers se sont organisés en commun au cours de la dernière période parce qu'ils ont tiré le bilan du passé et de leur expérience quotidienne dans la lutte des classes.

Ils savent comment l'aspiration à l'unité qui s'est exprimée en 1934 a été déviée vers les illusions électorales de 1936.

Alors les militants réfléchissent, cherchent à s'organiser efficacement. Un plan d'unité ouvrier ? C'est justement ce dont la classe ouvrière a besoin. Alors les termes de ce plan doivent être discutés, élaborés pour correspondre aux nécessités du combat de la classe ouvrière. Un tel plan, pour être efficace, doit permettre la mobilisation sous toutes ses formes, sans retard, contre l'adversaire des intérêts des travailleurs. Pourquoi alors indemniser les capitalistes qui ont exploité le travail depuis des générations ? Pourquoi limiter les expropriations nécessaires qui ne sont que la restitution légitime des spoliations accumulées ? Pourquoi la constitution de 1958, condamnée par tous, reste-t-elle le cadre des mesures prévues ?

Si le PCF et le PS présentent un plan de gouvernement, et s'ils veulent être pris au sérieux par les travailleurs, ils doivent immédiatement revendiquer le pouvoir pour eux-mêmes. Leur unité maintenant réalisée, ils ne peuvent accepter que Pompidou, président de la République, élu sur la base de leur division, continue de régner, surtout après l'échec que représente pour lui le référendum sur l'Europe. Si on veut sérieusement lutter contre le capital, ce ne peut pas être en commençant par introduire le ver dans le fruit sous la forme des radicaux bourgeois.

Les militants de l'OCI et de l'AO n'ont jamais caché leurs désaccords avec la politique du PS et du PCF. S'il n'y avait pas de désaccords, ils seraient d'ailleurs membres de ces partis. Pourtant, la constatation des divergences qui ont toujours jalonné la lutte de la classe ouvrière ne doit pas faire obstacle à l'unité nécessaire contre la bourgeoisie. Il en a d'ailleurs été toujours ainsi, c'est la politique du bloc classe contre classe, du Front Unique Ouvrier.

Plus même, la discussion dans le mouvement ouvrier prend des formes nécessairement organisées. La bataille menée en commun pour la défense du

socialisme, pour la libération des emprisonnés en Europe de l'Est, les batailles communes pour l'unité ouvrière dans les syndicats et en dehors des syndicats, tout cela a forgé des liens durables entre des militants.

Dans le respect des options de chacun mais avec le but commun de dégager les voies de l'organisation pour répondre en particulier aux préoccupations des conducteurs de la RATP en octobre 71, pour répondre au mouvement unique qui a vu les dockers anglais effectuer la même expérience, des groupes de militants ouvriers se sont renforcés à partir de la Conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier les 5 et 6 février 1972 à Versailles.

De nouvelles adhésions à l'Alliance ouvrière ont été recensées, des suppléments réguliers à l'O. « Tribune libre de la lutte des classes » ont été édités en commun dans les entreprises et les localités.

Régulièrement, la discussion s'est menée au Bureau parisien de l'Alliance ouvrière.

Les nécessités de la lutte des classes, qui voit le régime pourrir lentement sur pied malgré le cabinet, soi-disant « fort » Messmer-Fontanet-Faure, impliquent pour tous ces militants de progresser à nouveau pour s'organiser efficacement.

Lors d'Assises Nationales pour le Front Unique Ouvrier, les délégués représentatifs de ces groupes locaux et d'entreprise qui militent pour l'unité ouvrière sur tous les terrains, y compris sur le plan électoral, mais pas seulement, qui ont impulsé et impulsent le combat pour la libération des emprisonnés en Europe de l'Est, pour la Commission Internationale Ouvrière d'Enquête, se réuniront.

D'ores et déjà, Informations Ouvrières ouvrira ses colonnes à une discussion libre et démocratique des militants de tout courant et tendance politiques luttant pour l'unité ouvrière.

Dans les P.T.T. :

« Monsieur Hubert Germain se porte au secours de l'État »

Le nouveau ministre Germain, l'homme qui a déclaré avoir accepté ses nouvelles responsabilités parce que « l'État était en danger », vient de livrer en catimini sa méthode toute personnelle de la réanimation. Cela s'appelle « premières estimations du budget ».

— Près de 3 700 emplois en moins dans les créations.
— Crédit de fonctionnement amputé de 30,7 %.

Mesures vigoureuses qui ont l'avantage, pour le gouvernement Pompidou-Messmer, de faire supporter toute la marche d'une administration qui n'a plus de service public que le nom, par le personnel.

Les prévisions de M. Germain signifient le licenciement de milliers d'auxiliaires, la fermeture de centaines de bureaux de poste ruraux, l'accélération des cadences, une aggravation considérable des conditions de travail et, bien entendu, un NON absolu à toute satisfaction des revendications.

Déjà, la prise de service de notre ministre a été bonne : 2 500 000 lettres de retard et 10 000 télégrammes bloqués à Paris, pratiquement tous les jours du 14 juillet au 15 août.

C'est là l'expression dans la pratique de la contradiction majeure entre les besoins de la bourgeoisie française : préparer le passage des secteurs rentables des PTT au privé, ce qui a, entre autres, comme signification la remise en cause des droits et garanties arrachés par la lutte de la classe ouvrière et la résistance opérée par les centaines de milliers de postiers à l'ensemble des mesures préparées par le grand patronat. Les différents ministres gaullistes, les grands commis de l'État n'ayant pu, devant les différents mouvements des travailleurs des PTT, que tenter de composer avec les plans qu'ils avaient eux-mêmes prévus, il s'ensuivit une théorie de

mesures contradictoires qui ont entraîné une situation de gabegie dans l'administration des PTT, jamais vue dans l'histoire.

L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne disait Lénine.

La signification de cette caractérisation, aujourd'hui, dans une corporation comme celle des postiers, c'est l'ensemble des éléments qui fondaient les services des postes et des télécommunications comme service public détruit, c'est le retour au siècle en arrière.

Dans ce cadre, les luttes de la classe ouvrière prennent une signification nouvelle. Dans ces batailles est contenue, déjà, la marche en avant de l'humanité que, seul, peut opérer le prolétariat.

Une telle offensive de la bourgeoisie ne peut qu'exacerber les luttes des travailleurs. Toutes les forces de classe et leurs représentations se préparent dès maintenant pour les affrontements qui ne vont pas manquer d'avoir lieu. Cet été, le ministère a lancé quelques sondes. Dans les bureaux-gares, plus particulièrement au PLM le 14 juillet, il a tenté de remettre en cause la double compensation du travail les jours fériés. Immédiatement les travailleurs se sont rassemblés et ont forcé les dirigeants syndicaux à tenir leur réunion. Le ministère a reculé. La semaine dernière, une note de service est parue, tentant d'expliquer que si rien ne marchait, c'était la faute des agents qui, ayant une mutation en mains, changeaient d'avis et refusaient la résidence ou le service proposé. Encore une tentative pour opposer les travailleurs entre eux qui fera long feu.

Même les efforts entrepris par les directions syndicales pour tenter de rester dans le cadre de la politique contractuelle du gouvernement : FO et CFTC s'abaissant sur les problèmes du cadre B, la CGT et la CFTD menant campagne pour y être invitées et pour un « véritable accord », même cette politique, y compris la division récemment organisée

entre les directions ne seront pas des barrières suffisantes devant le mécontentement profond qui existe dans toutes les catégories du personnel et le désir ardent de voir les organisations s'unir.

Chacun se prépare et l'avant-garde organisée autour d'Informations Ouvrières, même son combat pour ouvrir les voies d'organisation permettant aux travailleurs et militants de lutter pour ce qui est nécessaire à la classe, pour avancer dans son combat. Il est certain que pour tous les travailleurs, un des obstacles majeurs est constitué par la division qui règne entre les différentes directions ; c'est pour tenter de résoudre cette question que dans les télégraphes, travailleurs et militants de toutes tendances signent et font circuler la pétition suivante :

Aux directions syndicales de Paris-Central, Paris-Bourse et du Bureau Central Radio

Tout le monde l'a constaté, toutes les directions syndicales l'ont affirmé : cet été, la politique du ministère visant à détruire les services télégraphiques et radio-électriques comme service public, ont entraîné une aggravation considérable des conditions de travail.

Maintenant, cela fait plusieurs dizaines de mois que le personnel doit, de plus en plus, faire les frais des « modernisations » décidées en haut. Loin d'améliorer la qualité du service, loin d'améliorer les conditions de travail, l'ensemble de ces mesures a installé une gabegie sans précédent dans nos services et fait peser les plus lourdes menaces quant à notre avenir.

Ordinateur au BCR, décentralisation des télégrammes téléphonés, exploitation du trafic télégraphique par perforatrices, mise en place des trois trunks automatiques au service TELEX devraient entraîner des centaines d'emplois supprimés (300 au BCR par exemple), des mutations d'office, etc.

Depuis bien longtemps, les organisations syndicales, les unes après les autres, ont protesté devant les différentes directions administratives. Jamais, une réponse positive n'a été formulée aux revendications présentées.

Dans la dernière période, le personnel des trois bureaux, l'un après l'autre, a engagé des batailles sur ces problèmes. Rien d'essentiel n'a été obtenu.

Cet été, les directions syndicales des trois bureaux ont publié des communiqués de presse communs. Certes, il faut que les travailleurs de ce pays sachent combien est grande la responsabilité du gouvernement dans les retards catastrophiques des télégrammes. Mais aujourd'hui, chacun le constate, il faut aller plus loin.

Pour cela, devant la gravité de la situation, il faut que les directions syndicales se rencontrent et appellent dans l'unité le personnel des trois bureaux à se réunir en Assemblée générale à la Bourse du travail pour décider des voies et des moyens à mettre en avant pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Cette bataille pour regrouper tous ceux qui veulent l'Assemblée générale commune aux trois bureaux, la bataille pour les réunir, pour aller ensemble en délégation voir les directions syndicales, ce sont les éléments réunis permettant d'avancer vers la constitution de Comités pour l'Unité ouvrière. C'est dans ce cadre, aujourd'hui, que le Comité d'Alliance ouvrière des PTT a défini les axes de la préparation des Assises nationales pour le Front Unique ouvrier. Attendre les prochains affrontements, avec une force supérieure, avec des liens nouveaux avec les travailleurs et les militants des grandes organisations luttant avec nous pour la réalisation du Front de classe, c'est là le gage de notre capacité d'intervenir dans la lutte des classes et du renforcement des forces organisées des postiers révolutionnaires.

C'est cette orientation qui est contenue dans cet extrait de la résolution de travail adoptée par l'Assemblée générale du CAO qui s'est tenue le jeudi 7 septembre :

« ... La prochaine période sera marquée par nous par la bataille pour préparer les Assises nationales pour le Front unique ouvrier rassemblant militants et travailleurs qui luttent dans leurs entreprises, leurs catégories, leurs localités, pour l'unité du Front prolétarien, pour l'indépendance de classe du prolétariat et de ses organisations, pour la démocratie ouvrière. Cette bataille prendra la forme de la lutte pour la constitution de comités pour l'Unité ouvrière.

« Dans le même temps, il est nécessaire de donner plus d'ampleur à la campagne pour l'arrêt des procès en Tchécoslovaquie, pour la constitution d'une Commission ouvrière internationale d'enquête, en luttant dans les organisations syndicales et par pétitions rassemblant par centaines travailleurs et militants. L'ensemble de ces activités sera centralisé le 29 septembre 1972 au grand meeting de rentrée organisé par l'OCI, auquel les militants de l'Alliance ouvrière des PTT s'associeront et combattront pour en assurer le succès. Ce meeting est considéré par le CAO-PTT comme une étape importante pour la préparation des Assises et, dans ce cadre, il estime qu'il faut lutter pour rassembler 60 travailleurs de notre corporation dans la salle de la Mutualité.

Chacun se prépare, l'Alliance ouvrière également.

29 septembre :

tous au meeting de l'o.c.i. et de l'a.j.s.

Deux mille trois cents jeunes ont participé cet été aux camps de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme.

Informations Ouvrières a paru régulièrement en juillet et en août, assurant notamment la continuité du combat pour la défense des militants socialistes tchécoslovaques condamnés par la bureaucratie de Prague lors des procès falsifiés de l'été.

Plus de 3 000 militants ont permis la sortie régulière du journal en souscrivant un abonnement d'été.

L'année qui s'ouvre sera sans nul doute décisive.

Dans ses profondeurs, la classe ouvrière se prépare aux plus grands affrontements.

A l'échelle internationale, l'ordre que tentent de préserver tant bien que mal l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin se disloque de toutes parts.

L'année qui s'ouvre, c'est l'année du renforcement décisif de l'avant-garde des militants, travailleurs, étudiants, enseignants et jeunes qui s'est rassemblée l'an dernier lors de la conférence des militants pour le gouvernement ouvrier, lors des journées d'étude de l'OCI sur « le trotskysme aujourd'hui », lors des camps de l'AJS, et qui va maintenant aller au combat, s'organiser en préparant dans les entreprises et les localités, les Assises nationales des militants pour le Front unique ouvrier, pour le gouvernement ouvrier, qui va affirmer sa présence dans la bataille des élections législatives.

Le meeting du 29 septembre va rassembler, avec l'OCI et l'AJS, tous ceux qui entendent prendre leur place dans le combat pour l'unité ouvrière, pour la démocratie ouvrière, pour le socialisme. L'OCI et l'AJS y affirmeront leur volonté de faire un pas de plus en avant dans la voie de la construction du parti révolutionnaire en France et de la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'OCI et l'AJS entendent associer fraternellement par milliers, travailleurs, militants et jeunes à leur combat pour le regroupement de l'avant-garde pour la révolution socialiste.

Prendront la parole :

Claude CHISSERIEY,

Secrétaire de la région parisienne de l'OCI,

Paul DUTHIEL,

Instituteur, secrétaire de la région lyonnaise de l'OCI,

Charles BERG,

Secrétaire national de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme et du Comité central de l'OCI,

Eugène DUGAS,

Métallo à la SNIAS-Bouguenais, militant de l'Alliance Ouvrière, ancien interné politique des camps de Voves et Châteaubriant,

Pierre BROUE,

Historien, maître-assistant à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, secrétaire de la région grenobloise de l'OCI,

Gérard BELLAIGUE,

Ouvrier des usines Michelin à Clermont-Ferrand, membre du Comité central de l'OCI.

2 300 jeunes aux camps d'été de l'A.J.S. :

LA JEUNESSE SE PRÉPARE A LA RÉVOLUTION

Pendant plus de deux mois, l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme a tenu ses camps d'été, rassemblant 2 300 jeunes venus de toutes les régions de France. Plusieurs jeunes ont à cette occasion adhéré à l'AJS où des militants de la JC, du PC, du PSU, de la Ligue communiste sont venus débattre des perspectives de combat que nous ouvrons contre le capital et son Etat.

Nous reviendrons dans un prochain numéro de l'O. sur les décisions prises par le camp du Comité National de l'AJS qui vient de se terminer et sur les grandes lignes de force des campagnes que l'AJS va mettre en avant dans les prochains mois.

Eduquer de nouvelles générations de jeunes venus à la politique depuis la grève générale, former chacun d'entre eux comme un jeune révolutionnaire, renforcer l'AJS tant numériquement que politiquement, tels étaient deux des aspects essentiels de ces camps.

Pour cela, des exposés théoriques projetés par magnétoscope sur les principaux problèmes de la lutte des classes et les fondements du marxisme servirent de matériel de base à tous les camps d'été. La rédaction quotidienne du mensuel de l'AJS, *Jeune Révolutionnaire*, fut un des exercices pratiques les plus féconds de notre activité, puisque permettant à chaque camarade d'écrire des articles, d'apprendre à composer un journal, donc à ordonner ses idées, leur donner une expression matérielle, saisissable par tous.

Mais l'essentiel de ces camps a été bien sûr, à la lumière de la décomposition politique des classes dominantes et de la faillite des institutions gouvernementales, de revenir sur la période que nous connaissons aujourd'hui afin de préciser, de cerner, non seulement la grande tendance du mouvement du prolétariat, mais encore les rapports entre la jeunesse, la classe ouvrière, les organisations, les appareils qui les dirigent et l'avant-garde révolutionnaire.

Dans une situation où le mouvement du prolétariat va vers les plus grands affrontements contre le régime de la propriété privée des moyens de production, vers la création de ses organes de pouvoir, la jeunesse, et notamment la jeunesse ouvrière, sera aux avant-postes de ce combat. Comment organiser par milliers la jeunesse de ce pays et notamment les jeunes travailleurs dans la situation que nous connaissons, tel a été le débat central de l'été.

C'est sur ce problème, ainsi que la place de l'avant-garde ouvrière et de l'AJS dans la bataille des élections que nous reviendrons la semaine prochaine en précisant les décisions du camp du Comité National de l'AJS. Doter la jeunesse d'une organisation qui lui permette de combattre victorieusement le capital, c'est aujourd'hui lui fournir la possibilité de s'exprimer, de s'éduquer, de forger ses armes sous la direction de la classe ouvrière et avec son soutien.

Ce premier bilan des camps serait imparfait s'il ne mentionnait pas les multiples activités autres que politiques de ces deux mois. De nombreux terrains de sport ainsi qu'une piscine étaient à la disposition des participants. Bibliothèque, salle de télévision, salle de jeux, cinéma formaient l'autre volet de ces loisirs, sans oublier promenades en barques sur l'étang près duquel les camps se sont déroulés.



Assemblée Générale de l'A.J.S.

ouverte aux sympathisants et contacts

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 1972 A 20 H 30

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

Président : G. BEAUVERT
Rapporteur : Charles BERG

UAB

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

La bataille va se déployer

PENDANT ces dernières semaines, le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est a reçu des milliers d'adhésions, de lettres et de prises de position individuelles et collectives exigeant la libération immédiate de Pierre Iakir et celle des militants tchécoslovaques emprisonnés par la bureaucratie.

Ne donnons que quelques exemples. Ainsi, au restaurant universitaire de la Pitié-Salpêtrière, 180 étudiants de 25 nationalités différentes ont-ils signé un texte commun exigeant notamment la libération de Jiri Muller, ancien dirigeant de l'Union indépendante des Etudiants tchécoslovaques (dissoute par les normalisateurs) et ont collecté pour que la bataille soit poursuivie.

Pendant tout l'été, dans de nombreuses facultés, des milliers d'étudiants ont ainsi rassemblé leurs forces et se sont engagés pour la défense des militants socialistes et communistes de Tchécoslovaquie et d'URSS. Mais également dans les rangs de la classe ouvrière, des groupes nombreux de travailleurs, dans les PTT, à la RATP, à la Sécurité sociale, dans les usines ont signé et versé de l'argent pour assurer la défense de leurs camarades persécutés en Europe de l'Est. Nombreux sont les militants du Parti socialiste et du PCF qui ont mené, conjointement avec les militants de l'OCI, de l'Alliance ouvrière et de l'AJS ce combat qui doit se déployer aujourd'hui et qui ne cessera pas tant qu'il restera des emprisonnés socialistes dans les geôles de Husak et de Brejnev.

Dans les rangs du mouvement ouvrier organisé, les prises de position se sont également multipliées pendant ces dernières semaines. Citons ainsi les initiatives prises par les travailleurs du Livre. 14 correcteurs du *Figaro* et 17 du *Monde* ont demandé à leur Comité syndical d'intervenir auprès des instances supérieures de la Fédération CGT du Livre. Ils demandent que soient prises les « initiatives nécessaires pour permettre aux sentiments des travailleurs de s'exprimer largement en faveur du respect des libertés démocratiques et de la légalité socialiste en Tchécoslovaquie ». 25 correcteurs du *Journal Officiel* font la même démarche et se prononcent pour la libération de tous les emprisonnés et l'arrêt de tous les procès. Même position de 6 correcteurs du *Moniteur*, de la *Vie Française* et de *Paris-Turf*. 16 travailleurs, typographes de l'imprimerie municipale, ont envoyé une pétition à la Fédération du Livre et à la CGT, proposant la constitution d'une commission ouvrière d'enquête (lire I.O. n° 576). Au *Figaro*, chez les typos, chez G. Lang, des textes analogues circulent.

C'est la semaine de la rentrée scolaire et nul doute qu'après la prise de position de la FEN contre les nouveaux procès en Tchécoslovaquie qui ont eu lieu en juillet, nombreux seront les syndicats et les militants de la FEN à s'engager en masse dans la bataille. Signalons que déjà la section administrative du SNAU (FEN) a adopté une motion exigeant la libération immédiate de Iakir et a envoyé une lettre à l'ambassadeur d'URSS à Paris.

Dans les rangs de la CGT, les militants continuent à se prononcer. La lettre de notre camarade Dupont, du syndicat de l'INSEE, continue à être largement diffusée dans les entreprises. Elle rappelle qu'au dernier congrès de

la CGT, Georges Séguay avait déclaré que peu de temps se passerait avant que la CGT ne prenne position contre les conséquences de la normalisation. Après la grande vague des procès de l'été en Tchécoslovaquie, il est plus qu'urgent que les instances de la plus grande centrale ouvrière mette en accord ses actes avec ses paroles.

Nous avons publié (I.O. n° 575) la lettre de quatre militants ouvriers de Nantes de toutes tendances, du PS, du PCF, de l'Alliance ouvrière, de l'OCI, adressée aux Unions départementales de la CGT, de FO et à la FEN de Loire-Atlantique. L'UD-CGT-FO a répondu à cette initiative en déclarant :

« Nous tenons à vous informer que notre UD est déjà intervenue près des autorités tchécoslovaques concernant les procès d'opinion qui se déroulent dans ce pays (télégramme à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour exiger la libération de Ludek Pachman, résolution de l'UD).

« A propos des procès en cours qui concernent directement le respect des libertés démocratiques, nous sommes parfaitement d'accord pour intervenir en commun, sous des formes à définir, avec les Unions départementales, la FEN, l'UNEF et en accord avec les partis politiques du mouvement ouvrier, comme nous l'avons fait à l'époque lors du procès de Burgos en Espagne. »

Nous publions ci-contre une déclaration des militants de l'OCI de Nantes, répondant aux calomnies de ceux qui, refusant de se prononcer pour la libération des socialistes et communistes tchécoslovaques et soviétiques, font le jeu des normalisateurs.

Ainsi, pendant toute la période des vacances, l'intervention n'a pas cessé un instant pour que soit assurée la solidarité agissante du mouvement ouvrier avec les meilleurs militants socialistes des pays de l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, les conditions se précisent pour qu'à partir des dizaines de milliers de signatures collectées depuis des mois, à partir des prises de position syndicales, des déclarations des dirigeants syndicaux et politiques de tout le mouvement ouvrier, l'unité ouvrière se réalise pour une défense effective et victorieuse de nos camarades de l'Europe de l'Est.

Ludek Pachman a été sauvé au mois de mai dernier. Aujourd'hui, il reste à libérer Pierre Iakir et les militants tchécoslovaques. En dépit des coups portés aux droits, aux libertés et aux conquêtes socialistes par Husak et Brejnev dans la dernière période, il est possible d'arracher la liberté pour les accusés et les condamnés de Prague et de Moscou. Il faut multiplier les prises de position, notamment des syndicats de la CGT, à partir notamment de la lettre du camarade Dupont à Georges Séguay.

La volonté d'unité du mouvement ouvrier international sera plus forte sur celle des normalisateurs, fossoyeurs des conquêtes socialistes qui sont indivisibles.

Le socialisme est un et indivisible

(Tract de l'OCI diffusé à Nantes)

La section de la SNIA BOUGUENNAIS du PCF a diffusé un tract « L'Avenir », le vendredi 1^{er} septembre aux portes de l'usine.

Nous lisons : « avec le concours des gauchistes de tout poil, en particulier les trotskystes en Loire-Atlantique, elle (la grande bourgeoisie) a dirigé ses coups contre l'Union Soviétique et le camp socialiste. C'est la logique de la lutte de classes, ne nous étonnons pas ».

Le lundi 4 septembre, un tract de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF diffusait un édit de « Humanité » signé par Etienne Fajon. « L'Antisoviétisme ».

Ces deux tracts font référence à la guerre impérialiste contre-révolutionnaire au Vietnam et aux différents procès politiques ayant lieu en URSS et en Tchécoslovaquie.

Nombre de travailleurs ont dû se demander le POURQUOI de cette attaque contre le « trotskysme ».

Ces tracts méritent réponse. Il est évident que, pendant les congés, deux points au moins sur le plan international ont attiré l'attention :

- la poursuite du génocide impérialiste au Vietnam,
- les procès politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

Il ne fait de doute pour personne que « malgré » les voyages en URSS et en Chine de Kissinger et Rogers (les envoyés de Nixon), leurs déclarations sur la paix, l'offensive de l'impérialisme américain au compte du capital international est sans précédent contre les masses révolutionnaires d'Indochine. Le tonnage des bombes n'est que l'expression militaire d'une déclaration politique d'un général américain : « Si vous ne cédez pas, nous vous ramènerons à l'âge de pierre ».

Les communistes que nous sommes soutenons inconditionnellement la lutte révolutionnaire des travailleurs et paysans du Vietnam et d'Indochine ! Mais à ce propos une question se pose. Lors des pourparlers secrets de cet été entre les représentants de Nixon et les dirigeants d'URSS et de Chine, les représentants du gouvernement d'Hanoi et du FNL ont publié un communiqué « demandant aux pays socialistes de ne pas sacrifier à leurs intérêts immédiats la lutte révolutionnaire au Vietnam ».

Faisaient-ils preuve d'antisoviétisme ? Ou ne craignaient-ils pas d'être sacrifiés sur l'autel de la coexistence pacifique ? La question est toujours posée.

Une deuxième question se pose : Les crimes américains au Vietnam peuvent-ils JUSTIFIER les crimes de Brejnev en URSS, de Husak en Tchécoslovaquie, de Tito en Yougoslavie ?

La réponse est NON ! LE SOCIALISME EST UN ET INDIVISIBLE !

Nous posons une nouvelle question : Pierre Iakir est actuellement emprisonné en URSS. Son crime ? Avoir protesté tant contre l'arrestation et l'emprisonnement dans des « hôpitaux psychiatriques spéciaux » de militants communistes en URSS même, que contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie, que contre les procès qui se déroulent actuellement en Tchécoslovaquie (...).

L'emprisonnement IAKIR et ses milliers de compagnons font-ils de l'antisoviétisme ? A ce compte, entre autres les militants du PCF eux-mêmes devraient être victimes comme IAKIR puisque le PCF a pris justement position contre l'invasion de la Tchécoslovaquie et les récents procès de Prague et de Brno.

Alors ? qui fait de l'antisoviétisme ? Ceux qui emprisonnent ou ceux qui sont emprisonnés ?

La lutte pour le socialisme est une et indivisible !

Nous posons une troisième question : dans notre propre pays, comme expression particulière de la lutte des classes mondiale, il est nécessaire pour le socialisme que l'unité ouvrière se réalise pour un gouvernement ouvrier qui donne satisfaction aux revendications des travailleurs et des masses exploitées.

Nous constatons !

Le grand capital, le gouvernement utilisent la répression en cours dans les pays de l'Est, là où le capital a été exproprié ! De la faute à qui ? A ceux qui emprisonnent ou à ceux qui sont emprisonnés, torturés, assassinés ?

Ces nouveaux procès d'opinion, à qui servent-ils ? Aux travailleurs ou aux gouvernants ? Oui, au nom du socialisme, donne des armes à la bourgeoisie mondiale et française pour lutter contre la nécessaire Unité Ouvrière ? pour le nécessaire gouvernement ouvrier ? pour le nécessaire socialisme ?

Est-ce ainsi que l'on « aide » la lutte des travailleurs français, des travailleurs et paysans du Vietnam ?

Dans l'éditorial d'Etienne Fajon que vous avez diffusé, il est écrit : « En URSS des personnes en nombre infime ont été condamnées à des peines de détention pour des actes considérés comme illégaux. Justifiées ou non (souligné par nous) ces mesures sont le prétexte d'une campagne antisoviétique sans fin ».

Justifiées ou non ? Là est la question, camarades du PCF ! Il faut répondre ! Les emprisonnés sont-ils des « personnes » qui luttent pour le rétablissement du capitalisme ? Nous, nous disons non ! D'ailleurs vous aussi puisque vous avez pris position contre les procès. Mais un doute peut subsister ! Alors il faut aller voir sur place.

Nous proposons une commission d'enquête ouvrière internationale pour aller voir sur place. Qu'attendez-vous pour l'accepter ? Nous vous proposons par ce tract, de nous adresser en commun, nous militants de l'OCI et vous militants du PCF, à nos organisations respectives pour qu'elles ouvrent dans ce sens. Ainsi, les choses seront claires pour tout le monde.

Certes, nous savons que l'Ambassadeur d'URSS en France justifie l'invasion de la Tchécoslovaquie et les procès en cours dans les pays de l'Est. Vous, avec juste raison, vous maintenez vos positions. Il y a donc contradiction. Il faut la résoudre.

Pourquoi n'accepteriez-vous pas en Loire-Atlantique qu'une délégation commune des UD CGT, CGT-FO, FEN, UNEF, des partis politiques PC, PS, OCI, se rende en délégation sur place, comme le propose la lettre signée par quatre militants du PS, PC, OCI, CGT, CGT-FO et FEN ?

Les travailleurs ne peuvent se contenter d'une demi-réponse, les militants ouvriers non plus (...).

Militants du PCF, la discussion est engagée. Nous la poursuivons dans le cadre de la démocratie ouvrière par la libre confrontation des idées. C'est la seule méthode. Il faut qu'elle devienne la règle commune.

BULLETIN D'INFORMATION

du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est

Adhésions et correspondance :

Siège : Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - LEVALLOIS-PERRET (Tél. PER. 48-14).

Abonnements et souscriptions :

Un an (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain Challier n° 31 547-74 - La Source).

Numéro spécial de août sur les procès.

II. Quelles perspectives pour regrouper l'avant-garde au Maroc ?

DEPUIS notre article de la semaine dernière, deux faits illustrent très clairement la crise politique qui s'approfondit au Maroc tant dans les sphères dirigeantes que dans l'opposition légale. Samedi 2 septembre, le nouveau président de l'UNEF était arrêté (1). L'organisation étudiante décidait alors de boycotter les examens universitaires en dépit de la menace du roi d'exclure les étudiants grévistes pour un an. Or, rapidement, dès le mardi 5 septembre, Manébil était mis en liberté provisoire...

Ainsi, le roi semble avoir reculé. Mais c'est pour continuer la répression. L'AFP indique que le 5 septembre, c'est le secrétaire général du Syndicat des travailleurs du livre de Rabat, Mohamed Amrane qui a été arrêté pour ses activités syndicalistes. Les cadres des imprimeries de Rabat menacent de déclencher une grève générale si la libération de leur dirigeant n'est pas immédiate.

Le second fait, c'est l'approfondissement de la crise au sein de l'UNFP. Abdallah Ibrahim, un des trois dirigeants de ce parti, lié à Mahjoub Ben Seddik, également dirigeant de l'UNFP et secrétaire général de l'UMT, a été suspendu de toute responsabilité au sein de l'UNFP. Devant la crise révolutionnaire qui s'avance, les cliques petites-bourgeoises de l'opposition respectueuse se décomposent...

ACHARNEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES

Après le coup d'Etat manqué de Skhirat (juillet 1971), il s'est déroulé plus de grèves ouvrières au Maroc que pendant les quinze premières années de l'indépendance. De même pour le nombre et l'ampleur des manifestations de rue tant dans les grandes villes que dans les centres éloignés.

Ce qui caractérise tous ces mouvements que la bureaucratie dirigeante de l'Union Marocaine du Travail se refuse à centraliser dans une puissante grève générale (comme cela était possible en avril dernier, voir I.O. n° 576), c'est l'acharnement des travailleurs contre le patronat et l'appareil d'Etat qui défend celui-ci ouvertement.

Prenons un exemple. *Maghreb Informations*, le quotidien de l'UMT, est assez avaré en informations à propos des innombrables grèves qui soulèvent le prolétariat marocain. Dans le numéro du 15 août 1972, on lit cependant : « La grève chez "Bata" à son 51^e jour ». L'article attaque le patron qui, « lors de la grève du 26 juin, prévue pour 24 heures seulement, brisa les portes et occupa trois succursales de vente de Bata à Casablanca », et les forces de répression : « Ceux qui édictent des lois paraissent impuissants à les faire respecter par le patronat. Bien plus, ils se mettent de son côté contre les travailleurs. Les autorités ont admis que le directeur de "Bata" fournisse à la police la liste des travailleurs qu'il juge "meneurs" et ceux-ci font continuellement l'objet de convocations dans les locaux de la police, pour les intimider et aider le patron à mettre fin au conflit de la manière qu'il juge la meilleure. » Et pourtant, après 51 jours, la grève de chez « Bata » continuait...

Dans toutes les corporations, dans toutes les grandes villes du Maroc, de telles grèves dures, acharnées, se produisent. Dans la plupart des cas, les travailleurs sont durement frappés par la répression, comme le montre l'exemple de la grève de Bata. Souvent également, satisfaction n'est pas donnée aux revendications. Ce qui ne fait qu'entretenir la volonté de combat de centaines de milliers d'ouvriers organisés.

QUELLE ORGANISATION OUVRIÈRE ?

La classe ouvrière marocaine, nous l'avons dit, est puissamment organisée sur le terrain syndical dans l'UMT (700 000 syndiqués sur un million de salariés). La direction de l'UMT, quant à elle, est liée à l'UNFP à tel point que pendant des années, son secrétaire général, Mahjoub Ben Seddik, a été membre de la direction de l'UNFP. C'est-à-dire que l'organisation de classe du prolétariat marocain est dirigée politiquement par un parti bourgeois, d'opposition légale,

qui a participé il y a treize ans, au gouvernement du roi.

Dans sa masse, le mouvement ouvrier marocain est donc à la remorque du nationalisme bourgeois. En effet, en dépit de sa « base » ouvrière (2), l'UNFP, issu d'une scission du parti bourgeois de l'Istiqlal, reste démontre bien l'incapacité de la bourgeoisie nationale, au Maroc comme partout, à notre époque, de résoudre aucune tâche démocratique. L'UNFP n'envisage en aucune manière d'engager la lutte pour l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république démocratique.

Pourtant, dans toute l'histoire de la lutte de libération nationale du peuple marocain, c'est à chaque moment important la classe ouvrière qui a démontré son rôle déterminant. Mais à chaque étape de la lutte, ce sont les partis nationalistes bourgeois qui ont pris la tête du mouvement, faute d'un parti indépendant de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les tâches démocratiques fondamentales ne sont pas réglées. La monarchie anachronique est l'obstacle fondamental à tout pas en avant de la société marocaine. Balayer la monarchie est la tâche fondamentale de l'heure, la condition préalable permettant la conquête par les masses des libertés démocratiques et la réforme agraire.

Ainsi le mot d'ordre démocratique est-il aujourd'hui au Maroc celui de l'Assemblée Constituante souveraine à même d'abolir la monarchie. Mais ni les partis bourgeois d'opposition, ni le parti stalinien du Maroc (le parti de la libération et du socialisme) n'avancent une telle perspective. Ils se situent tous dans le cadre d'une « démocratisation » de la monarchie. Quelle est donc la force qui doit prendre l'initiative d'ouvrir une perspective politique aux masses marocaines en mouvement ?

Cette force, c'est la classe ouvrière elle-même, fortement concentrée et organisée à Casablanca et dans toute une série de centres industriels. Mais jusqu'à présent, cette classe ouvrière ne dispose pas d'un parti indépendant de la bourgeoisie, capable de rassembler autour du prolétariat toutes les masses laborieuses sur les mots d'ordre démocratiques (Assemblée constituante souveraine, réforme agraire, conquête des libertés démocratiques).

Ainsi, conjointement au mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine, faut-il lutter pour la constitution d'un parti ouvrier indépendant du prolétariat marocain.

POUR UN PARTI OUVRIER INDÉPENDANT AU MAROC

Mais, disent certains camarades, l'ex-Parti communiste, le PLS se définit comme un « parti ouvrier », même s'il est lié à la bureaucratie du Kremlin. Ce parti est implanté, malgré sa crise actuelle profonde, dans les bastions du prolétariat marocain.

Certes, de nombreux militants du PLS pensent combattre dans le cadre d'un parti ouvrier, contre la monarchie et pour la révolution socialiste. Mais il importe de rappeler que le PLS, pendant toute la lutte de libération nationale, s'est prononcé contre l'indépendance nationale (ne s'y ralliant qu'à la fin), et qu'il a, par la suite, soutenu la monarchie.

Aujourd'hui, le PLS se prononce pour une Assemblée Nationale constituante souveraine (3). Mais il ne dit pas nettement qu'une telle Assemblée constituante devra prononcer la déchéance de la monarchie. Il n'oppose pas au front des partis bourgeois de l'Istiqlal et de l'UNFP le front ouvrier contre la monarchie, mais déclare : « L'union des forces patriotiques, progressistes et révolutionnaires est la première condition pour imposer le triomphe des institutions démocratiques », ce qui revient encore une fois à subordonner le mouvement ouvrier aux forces « patriotiques », c'est-à-dire à la bourgeoisie nationale elle-même inféodée au Palais.

Le prolétariat révolutionnaire se doit de faire siens les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire. Mais il sait également — ce que des décennies d'histoire du mouvement ouvrier lui ont appris en Russie, en Chine, dans tous les pays arriérés (4)

— que seul le prolétariat, en prenant la direction de la révolution, peut réaliser effectivement les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire (république démocratique, réforme agraire).

Au Maroc, depuis un an, depuis que la monarchie a failli être renversée, la classe ouvrière démontre chaque jour sa volonté de combat. Chaque jour également le parti qui a eu, pendant des années, la confiance des larges masses des villes et des campagnes, l'UNFP, démontre son impuissance et s'engage dans la voie de la conciliation avec la monarchie. Le PLS se refuse, quant à lui, à poser, tout comme les partis bourgeois d'opposition, la question du renversement de la monarchie.

La crise de la monarchie qui s'effondre, la crise de l'UNFP et du PLS qui lui est liée ouvre une perspective au prolétariat marocain. A savoir que du sein du mouvement ouvrier organisé lui-même les possibilités existent pour que se lèvent les forces pour la constitution d'un parti ouvrier indépendant décidé à lutter jusqu'au bout pour la réalisation des mots d'ordre démocratiques.

Il n'est pas impossible de penser que du sein de l'UMT se dégagent dans la prochaine période les forces décidées à la construction d'un tel parti ouvrier indépendant à même d'entraîner dans la lutte contre la monarchie l'immense majorité des masses des villes et des campagnes. La crise de l'UNFP, celle du PLS qui libèrent toute une série de militants révolutionnaires ne peuvent aboutir positivement que dans la mesure où un tel parti ouvrier indépendant se constitue, affirmant l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes et refusant tout compromis avec le palais aïnal qu'avec le programme des partis de la bourgeoisie nationale, bien que des accords circonstanciés avec ces partis soient possibles, notamment sur les mots d'ordre démocratiques.

C'est à cette tâche historique que sont aujourd'hui confrontés les militants révolutionnaires du Maghreb et particulièrement du Maroc. Nous aurons l'occasion de revenir sur la discussion de ces perspectives, discussion qui ne fait que commencer.

(1) Soulignons que le président de l'UNEM est inculpé « d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de port d'armes, d'agression, de tentative de renverser le régime actuel et d'instaurer un nouveau régime ». Il faut empêcher Hassan II de porter un mauvais coup contre l'organisation de masse des étudiants marocains.

(2) Si pendant toute une période, et aujourd'hui encore, de larges masses des villes et des campagnes se tournent vers l'UNFP, c'est faute de l'existence d'un parti prolétarien au Maroc. Mais l'UNFP, répétons-le, se refuse à organiser réellement les militants ouvriers dans ses rangs. Son influence est très disproportionnée par rapport à ses capacités — due à sa volonté —, très faibles, d'organisation.

(3) C'est le titre d'un document du PLS de février 1972, publié à Casablanca. Ce texte qui critique la constitution octroyée par Hassan II cette année se prononce « pour une constitution élaborée par le peuple et au service du peuple », c'est-à-dire en dehors de toute caractérisation des forces de classe capables de mener à terme le combat pour les libertés démocratiques. Ce document s'insurge également contre le projet de constitution du roi, « contraire aux règles du droit public marocain fondé sur l'idée que les gouvernants n'exercent pas le pouvoir comme une prérogative propre, mais agissent en tant qu'agents d'une puissance supérieure : l'Etat, siège exclusif de la puissance publique ». Ainsi, pour les staliniens marocains, « l'Etat » préexiste de toute éternité et leur document le fonde d'ailleurs sur... le Coran. Il s'agit en fait d'une réforme de la monarchie chérifienne que préconise le PLS.

(4) Toute la stratégie de la révolution d'Octobre est fondée sur cette idée que seul le prolétariat, en prenant le pouvoir, peut réaliser, tout en les dépassant d'ailleurs, les tâches démocratiques. Trotsky, dans l'Internationale communiste après Lénine (PIF), a développé, à partir de la défaite de la révolution chinoise de 1925-1927, cette stratégie fondamentale pour les pays arriérés.

Pour la défense des étudiants Mauritanien

Nous publions ci-dessous une déclaration de plusieurs unions étudiantes, dont l'UNEF, à propos de la répression terrible qui s'abat contre les militants ouvriers et étudiants en Mauritanie. Nous reviendrons sur les problèmes de la lutte de classes dans ce pays.

DECLARATION

Le gouvernement mauritanien vient de franchir un nouvel échelon, dans la répression contre l'Union Générale des Etudiants et Stagiaires Mauritanien, entreprise depuis le rapatriement, en novembre dernier, de vingt-six étudiants mauritaniens qui se trouvaient à l'Université d'Alger et la suppression de bourses de neuf militants de France.

Après le refus du ministre de l'Enseignement supérieur de rencontrer une délégation de l'UGESM pour discuter de ses revendications, les étudiants ont organisé deux « sit-in » au ministère de l'Enseignement supérieur le 31 juillet et le 5 août 1972. Le second « sit-in » s'est transformé en une manifestation pacifique au cours de laquelle les forces de police ont violemment attaqué les étudiants à coups de grenades lacrymogènes et semi-offensives, de matraques, etc. Le bilan se chiffre à sept arrestations et une vingtaine de blessés graves ; deux des détenus (Moussa Fall, Kane Ndwar) ont été sauvagement torturés ; une véritable chasse à l'étudiant est organisée à Nouakchott. Le gouvernement a pris la décision d'envoyer de force 12 militants dans l'armée ; quatre d'entre eux (Moussa Fall, Kane Ndwar, Diallo Yakoub et Kassim Tidjan) déjà entre les mains de la police, ont déclenché une grève de la faim depuis le 7 août pour protester contre leur détention et la mesure d'incorporation. Malgré leur état de santé très grave, ils ont été dispersés dans les postes militaires situés dans les zones désertiques du pays. Dans un état extrêmement grave, ils viennent d'être hospitalisés à Zouerat et à Atar, leurs jours sont en danger. Ces mesures ne sont qu'un aspect de la répression qui s'abat sur les forces progressistes mauritaniennes ; elles entrent dans le cadre général de la politique anti-démocratique et anti-populaire suivie par le gouvernement de OULD DADDAH-MIFERMA :

1) Décision du bureau politique national d'intégrer les syndicats au parti unique néo-colonial malgré la volonté unanime, exprimée aux différents congrès, des travailleurs mauritaniens.

2) Emprisonnement et torture de 80 hommes et femmes de Tidjikla à la suite de manifestation pacifique, pour réclamer des vivres et des soins.

3) Occupation permanente des établissements secondaires par les forces de l'ordre. Cette politique de répression fait suite aux calomnies et aux mystifications dirigées contre les mouvements démocratiques mauritaniens et à la campagne hystérique anti-communiste déclenchée par le régime depuis le début de l'année.

Nous, ORGANISATIONS soussignées, joignons nos voix à celles des organisations démocratiques mauritaniennes pour :

— DENONCER la décision d'intégrer les syndicats au P. P. M.

— DENONCER les mesures fascistes du régime de Nouakchott.

— EXIGER la libération des camarades emprisonnés et l'abrogation de la mesure d'incorporation des étudiants dans l'armée.

— SOUTENIR les revendications de l'UGESM, seule organisation représentative des étudiants mauritaniens.

Les organisations signataires : Comité de Soutien aux Lutes des Peuples Africains et Malgaches (FEANF), ACOM, UGESM, AEF, ASEC ; UGELF (Liban), GUPF (Palestine), UGELF (Yemen), UEIF (Iran), UEIF (Liban), UNES (Syrie), UNEM (Maroc), UEG (Guyane), UNEF (France).

Biblioteca de Comunicación

I Hemeroteca General

CEDOC

Après l'attentat de Munich :

Déclaration commune du groupe "Avant-garde" d'Israël et des militants trotskystes palestiniens

Nous publions ci-dessous l'importante déclaration commune du groupe trotskyste « Avant-Garde » d'Israël et de militants trotskystes palestiniens qui combattent ensemble au Moyen-Orient pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette déclaration répond politiquement à la situation créée par l'acte terroriste de Munich qui livre les masses palestiniennes sans défense aux massacres entrepris par le gouvernement Meir-Dayan, avec le soutien des régimes réactionnaires du Moyen-Orient et de l'impérialisme.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PROPRE PAYS !

TOUS les gouvernements impérialistes du monde, leurs politiciens, leurs prêtres de toutes confessions, leurs journalistes, leurs agences politiques au Moyen-Orient : le gouvernement Meir-Dayan, le régime de Hussein, le gouvernement Sadate et avec eux Nixon, versent de pieuses larmes sur les victimes de Munich ou se déclarent « émus » et embarrassés devant la rupture de la « paix » olympique.

Travailleurs et militants, peuples du monde ! Ils mentent ceux qui, aujourd'hui, s'inclinent hypocritement sur les victimes juives des « terroristes ».

M. Brundage, président du Comité International Olympique, qui, à Berlin, en 1936, s'inclinait devant Hitler et qui avait interdit l'accès des Jeux aux sportifs d'origine juive, celui-là « pleure ».

Ils mentent ceux qui, en 1948, ont semé la haine entre les travailleurs juifs et les travailleurs palestiniens arabes. Ceux-là, les dirigeants US et de tous les pays impérialistes, et avec la complicité des dirigeants de la bureaucratie du Kremlin, ont divisé le Moyen-Orient et la Palestine pour y régner.

Aujourd'hui, ils disent : « Sus aux « terroristes » palestiniens ! Sus aux Palestiniens ! » Cette unanimité internationale est en fait un appel à un nouveau pogrom organisé contre les masses palestiniennes.

Travailleurs et militants, ne l'oubliez pas. « Ils » se sont tous mis d'accord sur le plan proposé par l'impérialisme US. Tous, Hussein-le-boucher et Meir-Dayan, tous, Nixon et Brejnev, tous, Sadate, après Nasser et le roi d'Arabie, tous ont adopté le « plan Rogers » en août 1970, cadre politique et militaire par lequel a été organisé par Hussein le massacre de septembre 1970 où des dizaines de milliers de Palestiniens ont été assassinés pour écraser la lutte du peuple arabe de Palestine pour son indépendance nationale. Ils ont été massacrés car, à l'Arabie, les travailleurs palestiniens avaient construit leurs soviets pour l'accomplissement des tâches démocratiques et nationales de la révolution.

TERRORISME OU LUTTE DES CLASSES

Travailleurs et militants : à quel moment se situe l'acte de terreur de Munich, contraire aux intérêts des masses laborieuses de tous les pays et, au premier chef, aux intérêts des masses arabes de Palestine ? Au moment où les grèves organisées par les comités syndicaux d'usines contre la Histadruth (1) intégrée à l'appareil gouvernemental Meir-Dayan se développent ; au moment où les affrontements de rue à Jérusalem, manifestations antigouvernementales de solidarité avec les Palestiniens expulsés par l'armée (l'ouverture de Rafiah et des terres d'Arba en 1972 et de Biram et Ikrit en 1950) ; au moment où l'union sacrée craquait en Israël, où la lutte des classes brisait à nouveau les carcans nationalistes et racistes, c'est à ce moment que l'acte terroriste à Munich tend à ressouder les travailleurs juifs à l'Etat bourgeois et à son gouvernement Meir-Dayan, leur ennemi. Dès lors, un nouvel obstacle se dresse devant la nécessité de réaliser l'union des travailleurs juifs et arabes palestiniens et, à travers elle, l'union de tous les travailleurs du Moyen-Orient.

L'organisation de « Septembre Noir » principalement une création de combattants militaires venant du Fath qui, après l'écrasement des organisations palestiniennes opéré par le régime féodo-bourgeois jordanien, sous l'égide de ses protecteurs impérialistes, et avec la complicité de la bureaucratie soviétique et de l'Etat d'Israël, ont cherché une issue dans le terrorisme individuel.

Le « Septembre Noir », expression des éléments déçus du Fath, se voulait une organisation de revanche contre Hussein. La mort sous la torture des bourreaux d'Hussein, d'Abou Ali Iyad, responsable militaire du Fath dirigé par Arafat, consacrait la faillite d'une politique de conciliation avec le régime féodo-bourgeois jordanien, à laquelle s'est associé le Fath, le FPLP de Habache, le FDPLP de Hawatmeh et Al Saika. Le refuge sur les positions du terrorisme individuel, en toute époque et dans tous les pays, a représenté une réponse tragique et erronée aux véritables problèmes.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE TRAHIE PAR SA DIRECTION

Nous, groupe « Avant-Garde » d'Israël et militants trotskystes palestiniens, nous rappelons :

Avant les massacres de 1970, Arafat, au nom du Fath, considérait le boucher Hussein comme son « frère » ; Habache, au nom du FPLP, estimait que le problème du régime politique et la nature de l'Etat jordanien n'était pas la question centrale à régler ; Hawatmeh, au nom du FDPLP, affirmait sa solidarité avec Arafat, lequel proclamait sa solidarité avec Hussein qui recevait, sous le couvert du plan Rogers, chars et avions pour écraser les masses palestiniennes.

Nous disons : c'est parce que tous les dirigeants de la Résistance palestinienne n'ont pas placé la destruction de l'Etat bourgeois féodal de Jordanie comme préalable à la solution des problèmes de l'indépendance nationale du peuple palestinien, c'est faute de pouvoir tirer jusqu'au bout tous les enseignements de la défaite de septembre 1970, que le « Septembre Noir » allait rapidement à nouveau accepter le contrôle politique du Fath, en particulier après le meurtre du boucher-adjoint d'Amman qu'était Wasfi Tall.

C'est ainsi que le « Septembre Noir » permet aujourd'hui au Fath de jouer sur deux tableaux complémentaires : celui, fondamental, de la subordination aux régimes féodo-bourgeois du Moyen-Orient et celui de la pression terroriste sur les gouvernements qui ont trop de hâte à négocier avec le gouvernement israélien.

En effet, il ne fait pas de doute que des pourparlers assez avancés sont en cours au Moyen-Orient. C'est ainsi qu'un ancien ministre de la cour du roi Hussein est venu se faire « soigner » pendant trois mois en Israël. C'est ainsi que le sous-directeur des services secrets jordanien a fait une visite récente à sa « famille » résidant dans les territoires occupés. Toutes ces visites, tous ces pourparlers n'ont qu'un but : entraîner les masses à accepter le Royaume-Uni-Transjordanie-Cisjordanie-Gaza avancé par Hussein et Washington ou toute autre forme de partage impérialiste.

Les récentes rencontres secrètes entre Allon, vice-président du conseil israélien et Hussein, les « indiscretions » de journalistes israéliens proches de Dayan sur la future carte, les déclarations de Rached El Charva, maire de Gaza, à la radio d'Amman après ses conversations prolongées avec Hussein, d'un côté ; la confirmation officieuse que donne la radio israélienne au plan Dayan révélé par le Time de New York, d'un

autre côté, toutes ces cartes que tracent les gouvernants dans la chair vive du peuple palestinien montrent dans quelle impasse les organisations petites-bourgeoises ont jeté les masses palestiniennes.

Nous disons : il n'est point d'autre voie pour les masses laborieuses israéliennes et palestiniennes, pour toutes les masses exploitées et opprimées sur les deux rives du Jourdain, que celle de la lutte commune contre les gouvernements Meir et Hussein. C'est par cette voie que nous libérerons tous les militants palestiniens emprisonnés.

Ouvriers, militants palestiniens, nous vous avertissons : le terrorisme individuel vient de faire un nouveau Al'Brk (2) : il vient de faciliter un nouveau septembre 1970. Les paysans, sur les versants du Golan, les réfugiés palestiniens parqués dans les camps du Sud-Liban n'auront pas d'asile quand les coups viendront de la part des armées israélienne, libanaise et syrienne. Un nouveau septembre 1970 est à l'ordre du jour de la réaction mondiale et du Moyen-Orient.

LES MASSES PALESTINIENNES MENACEES DU PIRE

C'est plus même qu'un nouveau septembre 1970 qui se prépare parce qu'en septembre 1970, si les masses ont

la décomposition de l'impérialisme mondial, nous, groupe « Avant-Garde » d'Israël et militants trotskystes palestiniens qui subissons tout le poids de l'impasse dans laquelle sont plongés les peuples de nos pays en raison du retard de la révolution prolétarienne internationale, nous discutons de ces problèmes difficiles de la stratégie et des mots d'ordre qui permettront de réaliser l'unité des travailleurs juifs et arabes de Palestine. Il en est ainsi du mot d'ordre de l'Assemblée Constituante Palestinienne sur lequel la discussion est ouverte dans nos organisations et avec tous les militants.

Il n'est qu'un chemin : la mobilisation révolutionnaire des masses laborieuses juives et arabes, contre l'impérialisme, les bourgeoisies et les castes des propriétaires fonciers, pour une Palestine unie dans ses deux composantes juive et arabe, pour l'abrogation de toutes les mesures d'expulsion prises depuis 1948, pour l'expropriation sans indemnité ni rachat du capitalisme juif et du capitalisme jordanien et des terres possédées par la caste des propriétaires fonciers, pour la remise de la terre à ceux qui la travaillent, contre la division de la Palestine perpétrée directement par le sionisme et le régime hachémite, unissons-nous pour l'instauration des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient où s'intégrera la république soviétique palestinienne dont le statut intérieur sera décidé fraternellement par les masses travailleuses israéliennes et palestiniennes au pouvoir.



Après les massacres de septembre 1970, hommes, femmes et enfants parqués dans les camps de réfugiés palestiniens de Syrie et du Liban que l'aviation israélienne vient de bombarder.

essuyé les coups les plus graves, le peuple palestinien est resté debout. Ce que veut réaliser le gouvernement Meir-Dayan, avec l'appui et la complicité de Hussein et de tous les gouvernements, y compris de la bureaucratie de Moscou, c'est la destruction de tous les cadres politiques, de toutes tendances, du peuple palestinien. Déjà, à Gaza et dans la zone occupée par l'armée israélienne, la répression se combine avec la mise en place de « Quilings » palestiniens, instruments de l'impérialisme, des Etats bourgeois-féodaux arabes et de l'Etat bourgeois israélien contre les peuples.

Ouvriers israéliens et palestiniens, ouvriers du Moyen-Orient tout entier ! A l'alliance ouverte ou de fait de Meir-Hussein-Frangie-Sadate-Assad, à l'échec des organisations palestiniennes actuelles, nous disons :

Pour unir les travailleurs arabes de Palestine et les travailleurs juifs de Palestine, la lutte commune pour l'Assemblée Constituante Palestinienne est nécessaire. Nous disons qu'aujourd'hui, dans les drames sanglants qui se déroulent au Proche-Orient, expression de

Travailleurs, nous le répétons : ceux-là qui (l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin), en 1948, ont divisé la Palestine, ceux-là qui, en 1970, ont accepté, soutenu le plan Rogers, ceux-là qui ont apporté un soutien politique et matériel au général Nemeiry qui a massacré tous les dirigeants du mouvement syndical soudanais et du PC soudanais, les faits, les événements ont démontré le contenu réel de la politique de coexistence pacifique.

Le groupe « Avant-Garde » d'Israël et les militants trotskystes palestiniens affirment leur volonté de poursuivre le combat dans leur pays contre l'impérialisme et leur bourgeoisie.

(1) La Histadruth est le « syndicat » vertical imposé par la bourgeoisie à tous les travailleurs d'Israël. Mais la lutte de classe trouve son chemin par le canal des « comités d'usine » affirmant l'indépendance de classe du prolétariat contre la Histadruth et l'Etat.

(2) Al'Brk ou Zarka, au nord-est d'Amman où les détournements d'avion par les commandos du FPLP en septembre 1970 donnèrent le prétexte à Hussein de massacrer les Palestiniens.